



# La lettre de l'Afrique

[www.lalettredelafrique.fr](http://www.lalettredelafrique.fr)

N° 12 Mai 2010

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

## » Sommaire

**XXV<sup>ème</sup> Sommet  
Afrique-France  
à Nice 31 mai**

**3 questions à  
Jacques Toubon**  
Secrétaire Général  
du Cinquantenaire  
des Indépendances  
Africaines

**Côte d'Ivoire**  
Vers des élections  
à l'automne ?

**Égypte-Soudan**  
Le Nil : un lien  
vital

**Télégrammes**

**Livres**

LES CAHIERS DE  
L'AFRIQUE

UPM

LES  
INTERROGATIONS  
AFRICAINES

Revue trimestrielle  
d'étude et de réflexion  
sur le monde africain  
[www.lescahiersde  
lafrique.fr](http://www.lescahiersde<br/>lafrique.fr)

## CÔTE D'IVOIRE



La Commission Électorale  
Indépendante ivoirienne

### Vers des élections à l'automne ?

La Côte d'Ivoire demeure dans l'attente fiévreuse d'événements qui ne se sont toujours pas produits. Le processus électoral, arrêté formellement fin 2009, n'a repris que le 17 mai 2010. L'unification du pays n'est toujours pas réalisée, puisque la zone C.N.O. (Centre nord et ouest), reste sous le contrôle des « Com'Zones », chefs militaires locaux des Forces Nouvelles, qui malgré l'accord de Ouagadougou et les recommandations de l'ONU et de l'Union Européenne, n'ont pas encore, pour la plupart, rendu les armes et continuent à percevoir diverses taxes sur les zones qu'ils dirigent.

Pourtant, l'hypothèse d'une élection présidentielle fondée sur des bases saines avant la fin 2010, paraît vraisemblable. Des progrès importants ont été faits dans ce sens.

### La commission électorale et son calendrier

La commission Électorale Indépendante (CEI), composée de représentants du PDCI, parti de l'ancien Président Bédié, avait en 2009 élaboré deux listes électorales : une « liste blanche » de 5,3 millions d'électeurs, et une liste grise de 1,334 millions d'électeurs dont la validité restait à prouver. Son président, Beugré Mambé, aurait, semble-t-il, accepté que près de la moitié des personnes de cette seconde liste soit intégrée dans la /

(Suite page 3)

É  
D  
I  
T  
O

### La fraternité des armes

Des soldats africains vont défiler sur les Champs Élysées le 14 juillet. Ces participations s'inscrivent dans le cadre du cinquantenaire de l'indépendance des pays francophones au sud du Sahara. Elles visent à manifester l'amitié entre ces pays et la France, et la coopération entre leurs armées.

La proximité entre militaires a toujours été grande. Avant les indépendances, beaucoup d'Africains ont servi dans l'armée française et y ont connu la fraternité des armes. Après les indépendances, la coopération militaire a été très importante : des officiers et sous officiers français insérés dans les armées

africaines, ont travaillé à leur organisation ; dans les pays hébergeant des bases françaises, les personnels de ces bases ont contribué à la formation des troupes locales ; enfin, les écoles militaires en France ont accueilli de nombreux Africains. Cette coopération continue très activement, en s'adaptant.

Quelque chose d'important manque à l'appel : les pensions de retraite servies aux anciens combattants africains, sont très inférieures à celles perçues par les anciens combattants français à états de services équivalents. Longtemps figées - on dit « cristallisées » - à leur niveau initial, elles n'ont été que très partiellement revalorisées. Il est plus que temps de réaliser leur mise à niveau. Pourquoi ne pas décider cette mesure d'égalité et de fraternité, et l'annoncer à l'occasion du 14 juillet ?

### Madagascar

### Retrait de Raejolina ?

Andry Rajoelina a annoncé qu'il ne sera pas candidat à la prochaine élection présidentielle du 26 novembre. Cette annonce surpise

intervient alors que la dernière tentative de médiation internationale de Prétoria (début mai) s'est soldée par un échec.

## Le XXV<sup>ème</sup> sommet Afrique-France de Nice

Il aura lieu fin mai 2010 à Nice, alors qu'il aurait du se tenir en Égypte. Il réunira aussi un grand nombre de chefs d'entreprises. Sur la suggestion de Paris, la question du climat sera l'un des grands thèmes de la conférence.



XXV<sup>ème</sup> sommet Afrique-France à Nice Acropolis

La 25<sup>ème</sup> conférence des chefs d'État d'Afrique et de France se tiendra à Nice les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2010.

Elle aurait du se tenir en Égypte, mais la France refusant la présence du chef de l'État soudanais Omar el-Béchar, en invoquant son inculpation par la Cour Pénale Internationale, le Président Moubarak qui tenait à inviter son voisin du sud, a renoncé à l'organiser.

C'est la première fois qu'une telle situation se produit.

### Une forte participation

À l'exception du Niger et de Madagascar, tous deux en crise institutionnelle toujours conflictuelle, tous les pays africains sont invités. Paris a même proposé à Omar el-Béchar de désigner un représentant ! Une

proposition semblable a été adressée au Président du Zimbabwe, Robert Mugabe, tenu en quarantaine par les pays occidentaux pour atteintes à la démocratie ! Sur les cinquante et un pays invités, une vingtaine de chefs d'État ont déjà annoncé leur participation. Certains autres ont déjà fait savoir que pour des raisons pratiques, ils ne pourront pas être présents. C'est le cas des présidents Gbagbo et Kabila .../...

(suite page 2)

## XXVème sommet Afrique-France 31 mai-1 juin à Nice (suite)

à l'heure où nous mettons sous presse. Pour la première fois, le sommet comportera aussi la réunion formelle d'un nombre important de chefs d'entreprises engagés sur le continent africain : ils seront plus de deux cent, africains pour les deux tiers et français pour un tiers.

### Politique, économie et climat à l'ordre du jour

L'ordre du jour du sommet traitera notamment de la situation et des perspectives politiques et économiques, ainsi que de la question du climat. L'examen des affaires politiques comportera une réflexion sur le renforcement des capacités propres de l'Afrique en matière de sécurité et de paix. Il n'éluera pas les crises institutionnelles en cours dans plusieurs pays.

S'agissant du développement économique, l'accent sera mis sur les investissements privés, ainsi que sur la manière d'accroître le poids de l'Afrique dans les enceintes internationales. Les tables

rondes des chefs d'entreprises porteront sur l'énergie, la formation professionnelle, les règles de bonne conduite des entreprises, et plus largement sur leurs relations avec les États.

Enfin sur le climat, notamment dans la perspective de la conférence des nations-unies, qui se tiendra sur ce sujet à Cancun en fin d'année, Paris cherche des bonnes volontés pour des initiatives valorisantes et d'intérêt commun.

### Attachement à la relation franco-africaine et compétition des grands pays

Au-delà des difficultés objectives et des erreurs de manœuvre ici ou là, le 25<sup>ème</sup> sommet doit manifester l'attachement des uns et des autres à la relation franco-africaine. Celle-ci, qui doit se développer dans un esprit

d'intérêt mutuel, nécessite en tout cas de la part de la France, une attention sans faille et des moyens d'action. D'ailleurs d'autres puissances de rang mondial s'intéressent à l'Afrique. Il s'agit d'un fait établi depuis longtemps pour ce qui concerne les États-Unis et la Russie. La Chine ne cesse d'avancer sur l'ensemble du continent, sans préalables politiques. Deux sommets Amérique latine- Afrique ont déjà été organisés, le dernier en septembre 2009. Le Brésil, en

particulier, s'est engagé dans une approche globale du continent africain, avec toute la proximité affective qu'illustre si naturellement le Président Lula. Ce pays vient ainsi de tenir avec l'ensemble des pays d'Afrique, une conférence ministérielle sur la sécurité alimentaire, sujet dont le dernier sommet de l'Union Africaine a fait une de ses trois priorités, avec les transports et l'énergie.

### Des critiques radicales

Le sommet suscite comme d'habitude, des critiques radicales dirigées contre la « gouvernance non démocratique » des régimes africains et le « néocolonialisme » français. Un contre sommet est en préparation à Cannes et à Nice. Une marche des « sans papiers » est organisée de Paris à Nice.

### Des perspectives positives à soutenir et à concrétiser

Le sommet se tient alors qu'après un ralentissement, l'activité en Afrique reprend vigueur et ouvre la perspective d'un taux de croissance supérieur à 5%. Pour les participants au sommet, c'est un encouragement de plus à agir en faveur du développement économique et social, qui conditionne à la fois la vie quotidienne des populations, la démocratie et la paix.



### 3 questions à

## Jacques Toubon

*Jacques Toubon, ancien ministre, Secrétaire Général du Cinquantenaire des Indépendances Africaines en 2010, a été chargé par le Président de la République d'élaborer et de faire réaliser le programme des commémorations en France, ainsi que d'assurer la liaison avec les responsables africains qui pilotent leurs propres programmes nationaux.*

**La lettre de l'Afrique :** Pourquoi certains critiquent-ils l'implication de la France dans la célébration du cinquantenaire ?

#### Jacques Toubon :

Parce que la France ne devait pas, selon ces critiques, intervenir dans une affaire qui n'appartiendrait qu'aux États concernés et que cette intervention relèverait du néocolonialisme. C'est une erreur historique et politique. L'accession à la souveraineté des 14 territoires coloniaux en 1960 appartient à l'histoire de chacun d'entre eux qui devinrent ainsi des nations, à l'histoire de la France qui prit un autre visage dans le monde, à notre histoire partagée et à notre culture commune, vieilles de 150 ans. C'est un capital que 2010 doit renouveler pour permettre de l'investir dans l'avenir du continent.

**LLA :** Le cinquantenaire ne risque-t-il pas de rester, comme beaucoup de fêtes, sans lendemain ?

#### Jacques Toubon :

Le cinquantenaire doit nous permettre d'assumer, de clarifier, de rénover notre relation et d'engager des politiques de long terme. Ce sera donc un tremplin pour l'avenir et l'effet s'en fera sentir, je l'espère, longtemps après. Ce n'est pas une célébration uniquement, c'est un acte politique.

**LLA :** Comment le cinquantenaire peut-il contribuer à faire prendre conscience que l'Afrique est un des grands chantiers de la Mondialisation ?

#### Jacques Toubon :

Parce que 2010 sera un tournant pour l'Afrique : cinquantenaire et mini-sommet du 13 juillet, sommet Afrique-France, sommet de la francophonie, conférences sur le climat, réunion du G20 (sous la présidence de la France en 2011). Chacun de ces événements sera un levier pour mettre le développement durable de l'Afrique au premier rang, de l'ordre du jour ainsi que pour accroître la place de l'Afrique dans la gouvernance mondiale. C'est ce à quoi le Président Sarkozy et la France se consacrent inlassablement.

Ainsi, l'Afrique ne sera plus dans les prochaines décennies un sujet de l'ordre mondial mais deviendra un acteur déterminant. Dans le prochain demi-siècle, l'avenir de la planète se jouera en Afrique et en particulier dans l'Afrique subsaharienne.

**Côte d'Ivoire (suite page 1)**

liste blanche sans trop de contrôles, au risque de donner le droit de vote à des non ivoiriens, dont on sait par ailleurs qu'ils constituent plus du tiers de la population. Le président Gbagbo avait alors demandé à Beugré Mambé de démissionner, comme l'avait aussi demandé Blaise Compaoré. Devant son refus, le chef de l'État avait dissous la CEI et en avait constitué une nouvelle, présidée par une autre personnalité du PDCI, l'ancien ministre des affaires étrangères, Youssouf Bakayoko.

Cette nouvelle CEI est déjà au travail, mais son activité extérieure n'a repris que le 17 mai. Elle doit d'abord valider ceux des électeurs de la liste grise qui sont vraiment ivoiriens. Ce travail, prévu pour durer un mois, permettrait d'avoir une nouvelle liste blanche élargie qui serait alors soumise à recours contentieux pendant un délai de deux mois. À la suite de quoi, la liste électorale définitive étant établie, deux ou trois mois seraient nécessaires pour éditer les cartes d'électeurs, les envoyer à leurs destinataires, et diffuser tout le matériel électoral. L'élection pourrait ainsi avoir lieu en octobre ou novembre, alors que l'opposition l'exige avant le 15 juillet.

**Dans la ligne de l'accord de Ouagadougou**

L'Accord Politique de Ouagadougou (APO) reste en vigueur. Il implique qu'avant l'élection, la réunification du pays ait eu lieu, ce qui se prépare lentement, et que le désarmement se réalise. L'APO couvre aussi l'existence d'un gouvernement de coalition, dirigé par le chef des « Forces Nouvelles » du Nord, Guillaume Soro. En changeant la CEI, Laurent Gbagbo a aussi modifié le gouvernement. Il en a fait sortir ceux des ministres qui s'exprimaient quotidiennement contre lui. Il a confirmé Guillaume Soro dans ses fonctions de Premier Ministre. Les partis politiques d'opposition ont finalement tous accepté de participer au gouvernement « Soro 2 ». Le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), alliance de



Abidjan

lui signaler les risques de désordres graves que représentait cette manifestation.

**Dans un climat mêlé de préoccupation et de tension**

Le gouvernement, la CEI et l'ONUCI préparent donc dans un climat mêlé de préoccupation et de tension, une élection dont les sondages indiquent que Laurent Gbagbo pourrait sortir vainqueur. Le dernier sondage TNS/SOFRES du mois de mars indique comme les quatre précédents, qu'au premier tour Gbagbo recueillerait 43% des voix, Bédié 27%, et Ouattara 24%. Gbagbo l'emporterait au second tour avec 55% des voix contre Bédié ou 60% contre Ouattara.

Il reste que les prochains mois seront politiquement difficiles, et qu'il y faudra de part et d'autre beaucoup de sagesse et de doigté. Les Ivoiriens de plus en plus las de l'ambiguïté de la situation le ressentent fortement. Et c'est dans une atmosphère d'attente inquiète qu'ils vont fêter le 7 août, le cinquantième anniversaire de l'indépendance de leur pays.

*« L'élection pourrait ainsi avoir lieu en octobre ou novembre, alors que l'opposition l'exige avant le 15 juillet. »*

Bédié et Ouattara et de leurs partis, a renoncé à une manifestation anti-Gbagbo, prévue pour le 15 mai, après que Laurent Gbagbo soit allé rendre visite personnellement à Henri Konan Bédié, pour



**ÉGYPTE - SOUDAN**

**Le Nil : un lien vital**

*Le Soudan occupe une place stratégique dans la relation extérieure de l'Égypte*

le Soudan, ont connu des tensions avant de trouver un équilibre.

**Pas de remise en cause des acquis sur le Nil**

L'essentiel, en effet, est encore le fleuve nourricier, qui fournit à l'Égypte 90% de ses ressources en eau. Le Caire et Khartoum sont d'accord pour maintenir leurs droits historiques sur les eaux du Nil. Tout en se disant prêts à négocier, ils s'opposent à toute remise en question fondamentale, par les pays riverains des grands lacs où le Nil prend sa source principale, ainsi que par les autres pays de la région dont

partent des affluents. Les propositions avancées par différents voisins afin de modifier le traité de 1929, sont en discussion depuis une dizaine d'années, mais n'ont pas ébranlé la détermination du Caire et de Khartoum.

C'est ainsi que ces deux capitales n'ont pas envoyé de représentants à la réunion organisée le 14 mai par l'Ouganda à Entebbe, pour tenter de faire parapher le texte d'un nouveau traité. L'opération a d'autant moins réussi que le Burundi et la RDC n'avaient pas non plus envoyé de représentants.

*« Les deux capitales n'ont pas envoyé de représentants à la réunion d'Entebbe »*

**L'Égypte pour un Soudan uni**

A cause de cette alliance objective concernant les eaux de Nil et aussi pour d'autres raisons plus classiques de voisinage et de géopolitique, Le Caire plaide pour la stabilité du Soudan et pour le maintien de son unité. Le ministre égyptien des affaires étrangères est encore allé en témoigner ces derniers jours à Khartoum, ainsi que dans la capitale de l'état fédéré du sud, où se prépare un référendum sur l'autodétermination qui inquiète le Caire.

Il a ainsi confirmé ouvertement une fois de plus, ce que nul n'ignore depuis longtemps.

**L**e poids de l'histoire  
La première raison est qu'ils partagent le Nil, qui traverse tout le Soudan avant de parcourir l'Égypte. Les empires des pharaons se sont développés le long de ce fleuve, remontant plus haut que la frontière qui sépare et relie aujourd'hui les deux pays. L'islam, plus tard, les a recouverts l'un et l'autre de sa loi. Les Anglais les ont régis pour un temps relativement bref, puis s'en sont allés. Depuis l'indépendance les relations entre ces deux grands pays, 77 millions d'habitants pour l'Égypte, 40 millions pour

**Démocratie et droit constitutionnel dans les pays francophones d'Afrique noire***Le cas du Mali**Abdoulaye Diarra, Karthala, 2010*

Cette étude comparative au sein de l'Afrique noire francophone des institutions permet de mettre en exergue à la fois les similitudes et les particularités du parcours institutionnel et politique du Mali depuis 1960. Un accent particulier est mis sur les grandes étapes de la démocratie pluraliste et la justice constitutionnelle.

**Un métis nommé Senghor***Nassurdine Ali Mhoumadi, L'harmattan, 2010*

Qui est véritablement Senghor ? Plus qu'une réponse à la question posée (Senghor est en fait un métis culturel), cet essai se risque à examiner la formation culturelle de Senghor pour mieux comprendre ses engagements futurs.

**Forêts sacrées et sanctuaires boisés***Dominique Juhe-Beaulaton, Karthala, 2010*

Ces sites sacrés naturels s'inscrivent dans l'histoire des sociétés, participent à leur vie rituelle et sont l'objet d'enjeux variés dont certains mettent en péril leur devenir.

Dans cet ouvrage, les auteurs apportent des éléments de réponse à deux grandes questions : que représentent les forêts sacrées pour les habitants et quelle est leur place dans les systèmes sociaux ? Ces forêts sacrées peuvent-elles être considérées comme des conservatoires de la biodiversité ?

**TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES****Afrique du nord**

- **Barcelone 7 juin** : 2ème sommet de l'Union Pour la Méditerranée. Les pays arabes protestent contre sa présence du ministre israélien de Affaires étrangères, M. Lieberman Avigdor, en raison de ses positions jugées ultranationalistes. La Syrie et l'Égypte menacent de boycotter le sommet.

**Afrique subsaharienne**

- **Guinée**  
La campagne pour la présidentielle du 27 juin prochain démarre officiellement le 17 mai. Le chef de l'État par intérim, le général Sekouba Konaté ne se présente pas ;
- **RCA**  
Les élections législatives et présidentielles prévues le 16 mai sont à nouveau reportées, sans fixer de date ;
- **Nigeria**  
Après le décès du président Yar'Adua, le dirigeant par intérim Goodluck Jonathan est devenu président jusqu'aux élections d'avril 2011 ;
- **Éthiopie**  
Les élections législatives se dérouleront le 23 mai sous le contrôle d'observateurs internationaux dont l'Union africaine ;
- **Gabon** :  
Élections législatives et sénatoriales partielles le 6 juin afin de pourvoir les sièges rendus vacants par la candidature de leurs titulaires à l'élection présidentielle ;
- **Tchad** :  
Une nouvelle alliance rebelle, menée par le général Nouri Mahamat, s'est dite décidée à emprunter la voie de la lutte armée pour renverser le président Idriss Déby.



**20, 21 et 22 mai 2010 - Centre de Conférence International de Bamako (Mali)**

Le SAFE ambitionne de rassembler dans un même cadre l'offre la plus diversifiée et la plus complète dans les différents corps de métiers qui composent la chaîne de création de financement, d'appui conseil, de gestion et de développement de l'entreprise ; afin de proposer aux entreprises et porteurs de projet un panorama exhaustif de services, solutions et expertises disponibles.

Il servira de point de rencontre entre d'une part les professionnels et experts de la finance et du conseil, et d'autre part, les entrepreneurs, les hommes d'affaires, les investisseurs, les porteurs de projets et les décideurs politiques.

**2-6 juin à Bordeaux** : Forum des affaires dans le prolongement du sommet France-Afrique

**CF***Le club du faubourg*

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.